



Rapport sur les municipalités de l'Atlantique

Septembre 2025

FCEI

FÉDÉRATION CANADIENNE
DE L'ENTREPRISE INDÉPENDANTE

En affaires pour vos affaires.

Table des matières

Introduction	1
Finances municipales	2
Réglementation et politiques des PME	8
Recommandations	14
Sources	15
Annexe A : Résumé des résultats.....	17
Annexe B : Résultats par municipalité	19

Auteur



Ian Scott

Stagiaire en politiques publiques et défense des intérêts

Introduction

Les municipalités du Canada atlantique encadrent plusieurs politiques ayant des effets sur les petites et moyennes entreprises (PME), notamment en ce qui concerne les finances municipales, la réglementation et les ressources aux entreprises. Dans cette troisième édition du *Rapport sur les municipalités de l'Atlantique*, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) évalue les grandes municipalités de l'Atlantique en fonction d'indicateurs de soutien aux PME.

Le rapport compare la performance de six des plus grandes municipalités du Canada atlantique et présente des recommandations sur la façon dont elles peuvent faciliter les affaires. La confiance des propriétaires de PME est à son plus bas¹. C'est pourquoi les municipalités devraient apporter des changements pour améliorer l'environnement commercial et le climat des affaires.

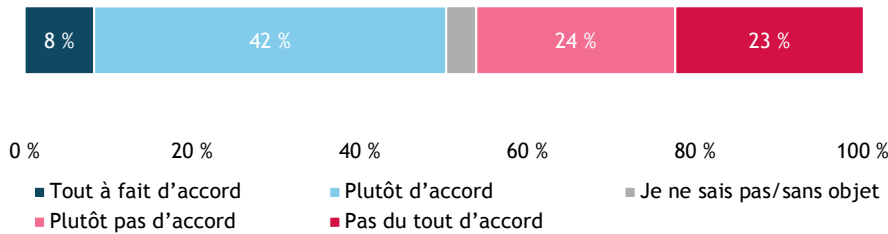
Les propriétaires de PME continuent de déclarer que l'impôt foncier est l'enjeu municipal qui affecte le plus leur entreprise (58,2 %). Mais d'autres enjeux ont pris davantage d'importance depuis le rapport de l'année dernière, notamment les infrastructures (+7,4 %), la congestion routière (+5,1 %) et les travaux publics (+1,8 %). Voir la figure 11 pour en savoir plus.

Comme l'année dernière, seulement la moitié (50 %) des propriétaires de PME estiment que leur municipalité soutient les PME, alors que 48 % d'entre eux estiment que ce n'est pas le cas (figure 1). Les résultats indiquent donc que les municipalités ont encore du travail à faire pour que la vaste majorité de ses propriétaires de PME considèrent qu'elles les soutiennent.

Figure 1

Seulement la moitié des propriétaires de PME estiment que leur municipalité soutient les PME

Question : « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les énoncés suivants : Notre municipalité soutient les PME. »

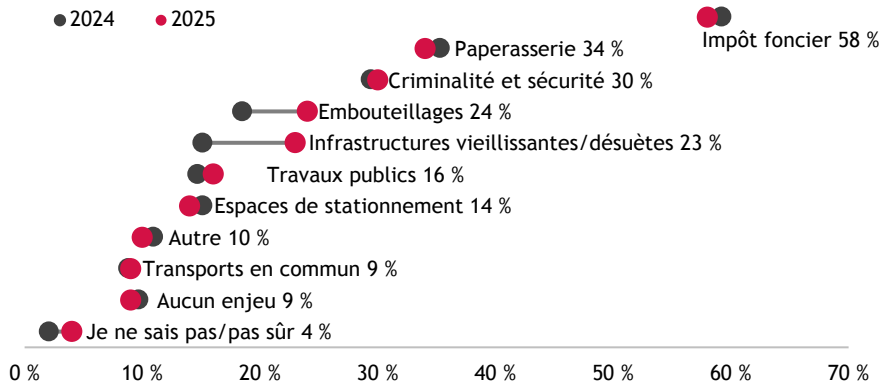


Source : Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025 (n = 186)

Figure 2

L'impôt foncier est l'enjeu le plus important pour les PME

Question : « Parmi les enjeux municipaux suivants, lesquels affectent le plus votre entreprise? (Sélectionner toutes les réponses pertinentes) »



Source : Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025 (n = 186), changements par rapport à 2024 à la page 12.

¹ Baromètre des affaires^{MD}, juillet 2025

Finances municipales

Les finances municipales sont importantes pour les entreprises. Chaque année, les municipalités décident des taux d'imposition, des frais et de la façon d'utiliser l'argent des contribuables. Ces décisions ont un impact réel sur les coûts et les ressources pour les PME.

Les budgets de fonctionnement municipaux sont établis chaque année en fonction des priorités du conseil. Ils peuvent fournir des informations détaillées sur les engagements des municipalités en montrant où les fonds sont affectés, comment les taux d'imposition sont établis et quels changements sont apportés aux programmes.

Le présent rapport évalue les finances municipales en examinant la transparence des budgets et l'évolution de leurs composantes au fil du temps (tableau 1). Lorsque les dépenses ou la dette des municipalités augmentent, il en va de même pour les impôts, ce qui alourdit le fardeau des entreprises, car les taux de l'impôt foncier commercial sont plus élevés que les taux résidentiels. Le rapport examine également si les impôts et les frais créent de l'incertitude pour les entreprises.

Tableau 1

La municipalité publie-t-elle un budget transparent?

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Publication des finances détaillées	✓	✓	✓	-	-	✓

Un budget est considéré comme détaillé lorsqu'il comprend des affectations budgétaires au-delà du niveau des services. Ces renseignements ont été établis à partir des documents budgétaires disponibles sur la page budgétaire du site Web de chaque municipalité.

Budgets transparents

Des budgets transparents sont essentiels pour montrer comment l'argent des contribuables sera dépensé et évaluer la responsabilité des conseils municipaux. Aux fins du rapport, nous considérons que les budgets sont transparents lorsqu'ils renferment des informations sur les dépenses prévues pour toutes les sous-divisions.

Toutes les municipalités, à l'exception de la Municipalité régionale du Cap-Breton (MRCB) et de Moncton, ont obtenu des points pour la présentation de finances détaillées.

La MRCB publie un budget qui ne présente que les plans de dépenses des services. Ce budget ne fait habituellement que deux pages et n'offre pas une présentation transparente des dépenses municipales.

Moncton ne publie pas ses documents budgétaires sur sa page budgétaire, mais publie les états financiers vérifiés un an plus tard.

La FCEI demande aux municipalités de publier des budgets détaillés sur leur site Web dès leur approbation. Les entreprises et les résidents ont le droit de savoir comment les municipalités utilisent l'argent provenant de leurs impôts.

Revenus

La majeure partie du revenu des municipalités provient de l'impôt foncier et des subventions gouvernementales. L'impôt foncier est le seul impôt que les municipalités peuvent percevoir pour générer des revenus importants. L'impôt et les taxes, qui consistent principalement en l'impôt foncier, représentent au moins 70 % des revenus dans la plupart des municipalités de l'Atlantique (figure 3).

Les subventions gouvernementales varient d'une province à l'autre. Les provinces maritimes accordent aux municipalités des subventions de péréquation pour les aider à offrir des niveaux de service similaires. Les municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador reçoivent des subventions en fonction de la population et de l'éloignement². Certaines subventions sont liées à des programmes précis, mais beaucoup peuvent être dépensées librement.

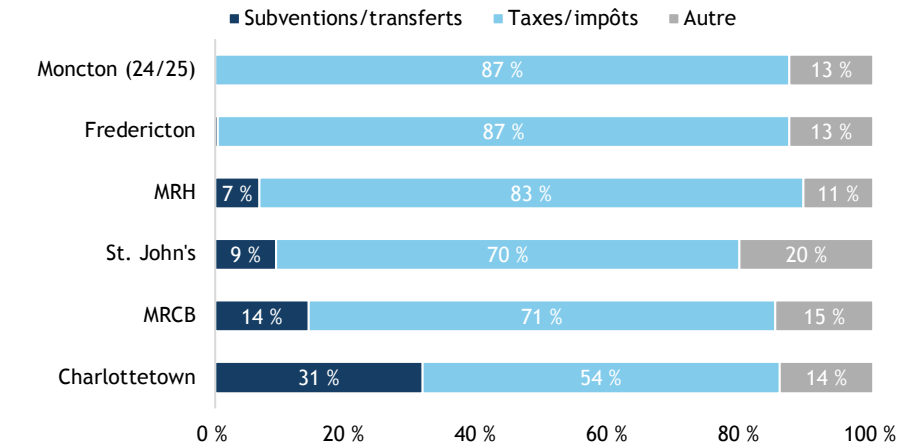
Les provinces peuvent et doivent jouer un rôle clé pour alléger le fardeau fiscal des PME. Ce sont elles qui créent les municipalités et leur confèrent le droit de générer des revenus, alors elles devraient veiller à ce que les municipalités puissent prélever des taxes de façon juste et responsable. Près de 9 PME sur 10 (87 %) estiment que les provinces devraient avoir comme priorité de travailler avec les municipalités pour réduire les hausses de l'impôt foncier³.

La majorité (59 %) des entreprises n'étaient pas d'accord pour dire qu'il était facile de prévoir les variations des coûts municipaux, et très peu (4 %) étaient tout à fait d'accord. L'incertitude réduit les investissements, ce qui nuit aux plans de croissance et à la productivité des entreprises. Les municipalités devraient s'engager à établir des taux d'imposition prévisibles afin de réduire l'incertitude à laquelle sont confrontées les entreprises.

Figure 3

Les grandes municipalités du Nouveau-Brunswick dépendent davantage des impôts que les autres grandes municipalités du Canada atlantique

Composition des revenus municipaux, par municipalité (budgets 2025-2026)

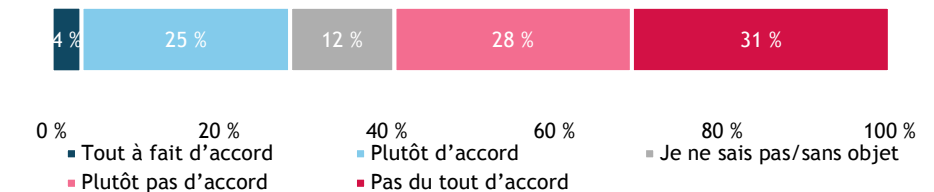


Calculs de l'auteur à partir des documents budgétaires municipaux. En raison de restrictions liées aux données, c'est le budget de 2024-2025 de Moncton qui a été utilisé. Les subventions comprennent les subventions tenant lieu d'impôts.

Figure 4

Les coûts municipaux sont une source d'incertitude pour les entreprises

Question : « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les énoncés suivants concernant la municipalité dans laquelle votre entreprise est située : Il est facile pour nous de prévoir comment varieront les coûts municipaux chaque année (p. ex., frais et impôts fonciers). »



Source : Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025 (n = 183)

² IMFG, *Provincial-Local Equalization in Canada: Time for a Change*, 2021

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

³ Sondage *Votre Voix*, juin 2024

Écart en matière d'impôt foncier

L'impôt foncier constitue le principal enjeu municipal auquel sont confrontées les entreprises du Canada atlantique, et 58 % d'entre elles déclarent qu'il s'agit d'une priorité. La hausse de l'impôt foncier a poussé 57 % des PME du Canada atlantique à augmenter leurs prix et 40 % à ne pas développer leur entreprise⁴. Près de 6 PME sur 10 (59 %) dans la région n'ont pas l'impression d'être traitées équitablement par leur municipalité, et 63 % estiment ne pas en avoir pour leur argent en ce qui concerne les services qu'elles reçoivent pour les taxes qu'elles paient⁵.

Les propriétaires d'immeubles commerciaux paient des taux d'impôt foncier plus élevés que les particuliers. La différence entre ces taux est l'écart. La différence relative entre les taux commercial et résidentiel est le ratio fiscal.

Seules la MRH (Municipalité régionale d'Halifax) et la MRCB ont modifié leur écart entre le taux résidentiel et le taux commercial. La MRH a comblé les écarts d'impôt foncier entre tous ses paliers et tous ses taux par secteur, avec une moyenne de 0,06 \$.

La MRCB a augmenté l'écart de 0,13 \$ en haussant le taux d'imposition des immeubles commerciaux, qui était déjà le plus élevé du Canada atlantique.

Le rapport compare la facture fiscale résidentielle et commerciale pour un immeuble évalué à 372 500 \$⁶. Ce montant correspond à la moyenne des prix de vente des maisons à St. John's, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard. Il représente ainsi une propriété typique de la région de l'Atlantique aux fins de la comparaison. L'impôt foncier d'un immeuble commercial de cette valeur dépasserait de 7 539 \$ (St. John's) et 11 566 \$ (MRCB) celui d'un immeuble résidentiel de même valeur. La FCEI demande à toutes les municipalités de réduire l'écart entre le taux résidentiel et le taux commercial. Cette mesure augmentera l'équité fiscale et apportera un soulagement aux PME confrontées aux coûts élevés des impôts fonciers. Consultez notre *Rapport sur les écarts en matière d'impôt foncier dans les provinces de l'Atlantique 2025* pour en savoir plus.

⁴ Sondage *Votre Voix*, juin 2024

⁵ Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

⁶ Voir la méthodologie pour en savoir plus.

Tableau 2

Écart entre le taux résidentiel et le taux commercial par municipalité

	Taux d'impôt foncier par tranche de 100 \$ de valeur foncière				Coût pour un immeuble évalué à 372 500 \$		Var. annuelle
	Résidentiel (\$)	Commercial (\$)	Écart (\$)	Ratio ×	Résidentiel (\$)	Commercial (\$)	Écart (\$)
St. John's	0,81	2,85	2,04	3,52	2 993	10 532	0
Charlottetown	1,67	3,86	2,19	2,31	6 171	14 264	0
MRH	0,64	2,75	2,12	4,34	2 365	10 162	-0,06
MRCB	1,94	5,07	3,13	2,61	7 169	18 735	+0,13
Moncton	1,36	4,17	2,81	3,06	5 026	15 410	+0,01
Fredericton	1,31	4,08	2,77	3,12	4 841	15 077	-0,01

Calculs de l'auteur à partir des chiffres tirés des sites Web des municipalités.

Croissance des dépenses municipales

Dans de nombreuses provinces, les municipalités sont soumises à des contraintes quant à la dette qu'elles peuvent contracter et aux déficits qu'elles peuvent enregistrer. Ces contraintes devraient encourager les municipalités à ne pas dépenser plus que leurs revenus pour éviter de s'endetter.

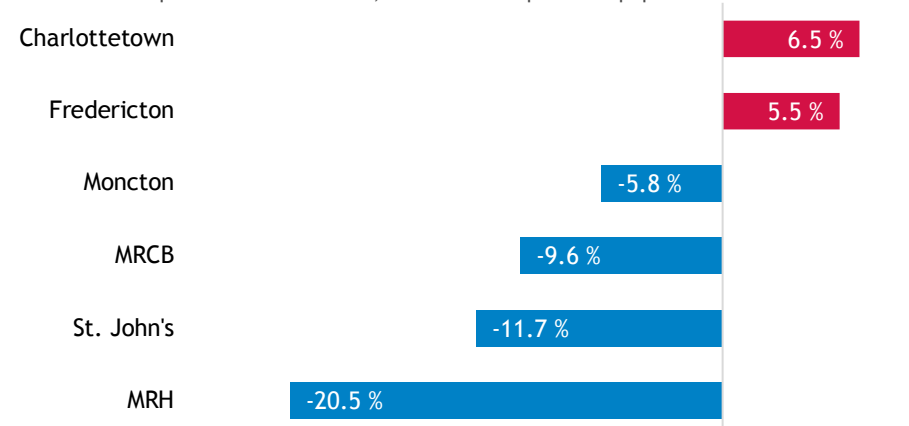
Toute augmentation des dépenses doit être financée par un emprunt ou une augmentation des impôts. Étant donné que les taux de l'impôt foncier commercial sont plus élevés que les taux résidentiels, certaines dépenses peuvent entraîner une hausse des taxes pour les entreprises sans pour autant leur apporter de valeur. La majorité (76 %) des propriétaires de PME ne sont pas d'accord pour dire que les hausses de l'impôt foncier dans leur municipalité leur en donnent pour leur argent (figure 6).

Les dépenses, en tenant compte de la population et de l'inflation, ont augmenté à Charlottetown (+6,5 %) et à Fredericton (+5,5 %) par rapport aux niveaux d'avant la pandémie (2019). Toutes les autres municipalités ont réduit leurs dépenses. Les dépenses de la MRH sont celles qui ont baissé le plus depuis 2019 (figure 5).

Charlottetown a enregistré cinq déficits budgétaires depuis 2019 et est la seule municipalité du Canada atlantique à avoir affiché des déficits constants de 2019 à 2025. La MRCB est la seule autre municipalité à avoir enregistré un déficit durant la même période⁷. Charlottetown doit faire preuve de rigueur budgétaire et éviter d'accroître son niveau d'endettement.

La FCEI demande à Moncton et à Fredericton de réduire considérablement leurs dépenses afin de s'aligner sur l'indice des prix à la consommation (IPC) et sur la croissance démographique. Les municipalités ne devraient pas alourdir le fardeau fiscal des entreprises pour financer des initiatives qui ne leur seront pas profitables.

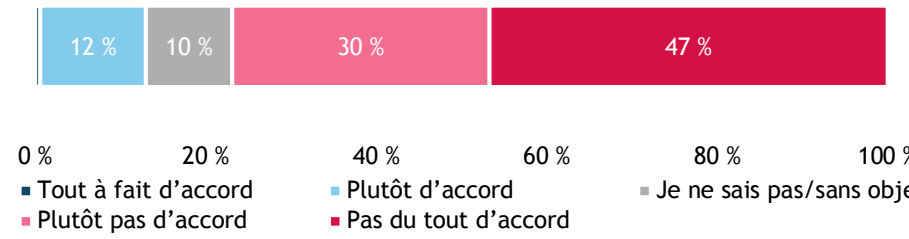
Figure 5
Les dépenses de Charlottetown et de Fredericton ont augmenté plus vite que l'inflation et la croissance démographique
Évolution des dépenses de 2019 à 2024, en tenant compte de la population et de l'IPC



Source : Calculs de l'auteur à partir des budgets municipaux et des données de Statistique Canada.

Figure 6
La plupart des entreprises ne sont pas d'accord pour dire que les hausses de l'impôt foncier leur en ont donné pour leur argent

Question : « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les énoncés suivants concernant la municipalité dans laquelle votre entreprise est située : Les hausses de l'impôt foncier dans notre municipalité nous en donnent pour notre argent. »



Source : Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025

⁷ Voir la méthodologie pour en savoir plus.
© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Coûts du service de la dette

Lorsqu'elle est utilisée de manière responsable, la dette permet d'étaler le coût d'un grand projet d'immobilisation dans le temps. Étant donné que le coût est étalé, les taxes et impôts restent stables plutôt que de grimper lorsqu'un grand projet est facturé. Cependant, l'augmentation de la dette municipale accroît les coûts des services, ce qui signifie qu'une plus grande partie de chaque dollar des contribuables sert à payer les intérêts plutôt qu'à créer de la valeur.

Les coûts du service de la dette d'une municipalité devraient être faibles par rapport à ses revenus autonomes, de sorte qu'elle soit capable de payer à la fois les intérêts et le capital de la dette.

La MRCB a des coûts de service de la dette excessivement élevés par rapport aux revenus qu'elle génère. Le service de la dette représente 18,2 % de ses revenus autonomes (figure 7), soit presque le double du deuxième ratio dette-coût le plus élevé. La MRCB devrait prendre des mesures pour rembourser sa dette afin d'offrir plus de valeur. Les coûts du service de la dette ont augmenté à Fredericton et à Charlottetown, ce qui signifie qu'une plus grande partie des recettes fiscales sert à couvrir les passifs plutôt qu'à offrir de vrais services aux PME.

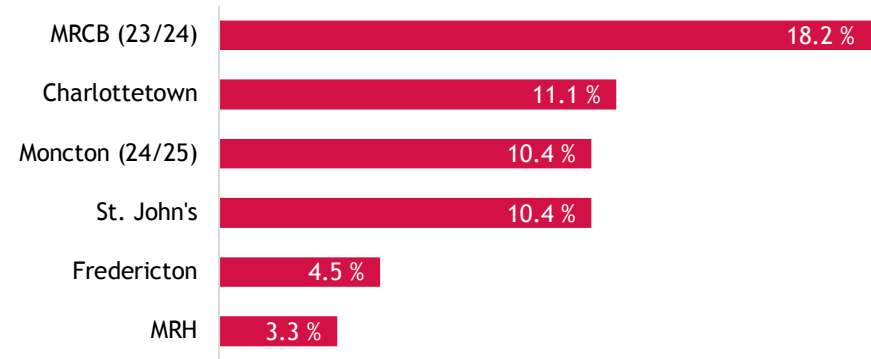
Les municipalités devraient limiter leurs dépenses pour rembourser leur dette, et il s'agit d'une priorité de premier ordre pour la MRCB. Elles devraient s'assurer que les coûts de service de la dette représentent au maximum 10 % de leurs revenus autonomes⁸ pour pouvoir rembourser leurs dettes. Cette cible serait également un moyen de réduire leurs dépenses, et leur donnerait la possibilité de diminuer l'impôt foncier.

⁸ Financial Conditions Index élaboré par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, l'Union of Nova Scotia Municipalities et l'Association of Municipal Administrators of Nova Scotia
© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Figure 7

La MRCB a des coûts de service de la dette disproportionnés

Coûts de du service de la dette en pourcentage des revenus autonomes par municipalité (2025, sauf indication contraire)

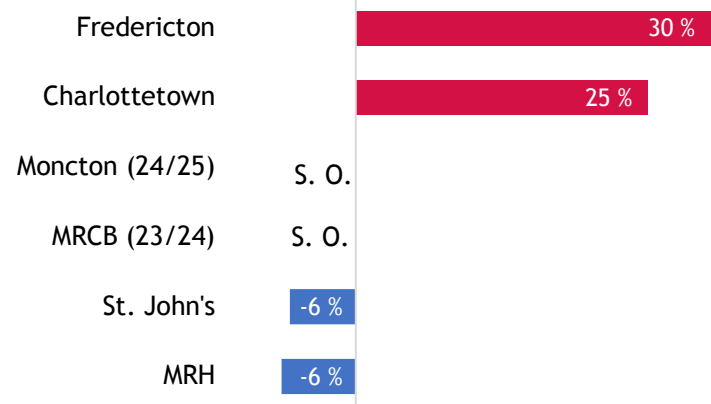


Calculs de l'auteur à partir des documents budgétaires municipaux. Données de la MRCB tirées du rapport de la directrice des finances de la municipalité pour l'exercice 2023-2024.

Figure 8

Les coûts de service de la dette de Charlottetown et de Fredericton ont explosé

Évolution des coûts de service de la dette entre les budgets 2019-2020 et 2025-2026



Calculs de l'auteur à partir des documents budgétaires municipaux. La mention « S. O. » a été attribuée aux municipalités dont le budget ne comporte pas suffisamment d'informations pour calculer l'évolution.

Réglementation et politiques des PME

Les municipalités gèrent les politiques réglementaires, comme la délivrance de permis et les politiques d'atténuation des effets des travaux de construction sur les entreprises. Elles sont à l'origine de certains obstacles comme la paperasserie, les longs délais d'attente, les processus complexes ou les frais de permis élevés, qui compliquent l'exploitation d'une entreprise.

Les municipalités peuvent également établir des politiques pour réduire l'impact des facteurs externes pour les PME, par exemple en exigeant des plans d'atténuation des travaux de construction ou en donnant aux PME des ressources pour prévenir ou réparer les actes criminels.

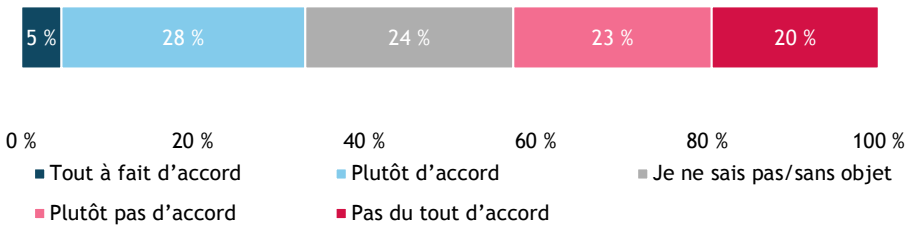
Les PME interagissent avec leur municipalité lorsqu'elles ont besoin de permis, de soutien ou de renseignements au sujet de la réglementation. Les deux tiers (66 %) des PME du Canada atlantique ont déclaré avoir interagi avec leur municipalité au cours des trois dernières années. Le tiers (33 %) d'entre elles ont qualifié ces interactions de négatives⁹.

Même si la plupart (54 %) des PME ont jugé leurs interactions accessibles (figure 10), plus de la moitié ne considéraient pas que leurs interactions avec leur municipalité étaient rapides (52 %) ou transparentes (53 %). Les municipalités devraient trouver des moyens de rendre les processus plus efficaces et plus rapides. Même pour les indicateurs où elles s'en sortent bien, elles devraient chercher à s'améliorer. Par exemple, 19 % des PME indiquent que les interactions sont inaccessibles, ce qui est beaucoup trop élevé.

Figure 9

Seulement un tiers des entreprises ont trouvé qu'il était facile d'accéder aux ressources

Question « Veuillez indiquer dans quelle mesure vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les énoncés suivants concernant la municipalité dans laquelle votre entreprise est située : Il est facile d'accéder aux ressources pertinentes pour les entreprises sur le site Web de notre municipalité. »

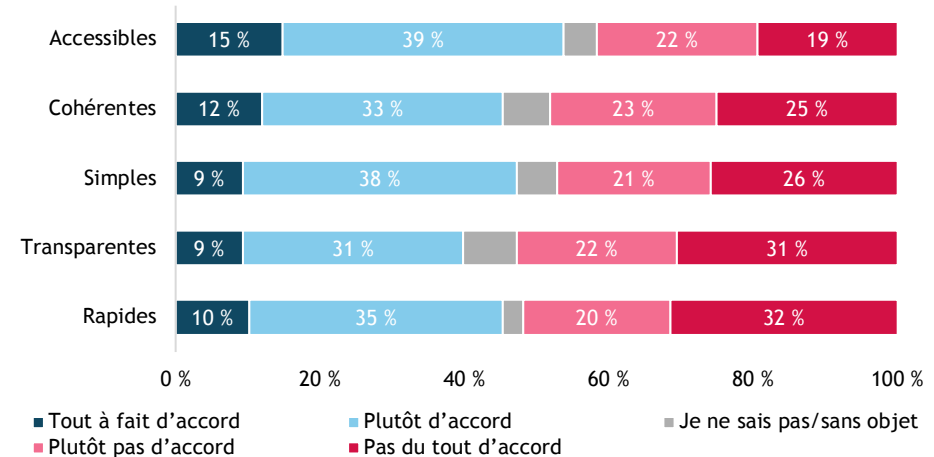


Source : Rapport sur les municipalités de l'Atlantique 2025

Figure 10

Les PME ont des expériences partagées avec les municipalités

Question : « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec chacun des qualificatifs suivants pour décrire vos interactions avec votre municipalité? »



Source : Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025 (n = 182)

⁹ Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025

Coût d'un permis de terrasse

Les terrasses permettent aux PME du secteur de l'hébergement et de la restauration d'augmenter leurs revenus potentiels en élargissant temporairement leur empreinte. Elles constituent un attrait pour les clients, 44 % se disant plus susceptibles de visiter un restaurant lorsque des places extérieures sont offertes¹⁰. Il s'agit d'un avantage pour les entreprises, à l'heure où plus de la moitié (52 %) désignent l'insuffisance de la demande comme un enjeu majeur¹¹.

La plupart des terrasses empiètent sur le trottoir ou le stationnement, mais elles constituent une utilisation beaucoup plus productive de l'espace. Les terrasses du projet pilote CaféTO à Toronto ont généré pour les restaurants un revenu 49 fois supérieur au montant que les stationnements payants auraient rapporté. Ces données montrent que les terrasses constituent un avantage pour la population, mais que les entreprises sont confrontées à certains obstacles pour offrir ces espaces très demandés.

Les coûts de permis pour une terrasse et les documents supplémentaires exigés représentent toutefois un fardeau. Il s'agit d'un coût initial pour les entreprises qui ont souvent du mal à accéder au capital et qui doivent néanmoins payer les pièces et la main-d'œuvre nécessaires à la construction de leur terrasse. Une fois la construction achevée, il peut s'écouler plusieurs semaines avant que le rendement financier ne se concrétise.

Depuis notre dernier rapport, les coûts ont augmenté dans la MRH (+30 \$) et à Fredericton (+250 \$). Cette augmentation n'aide pas les entreprises et devrait être éliminée au moyen d'un plan de réduction des coûts (tableau 3). St. John's a considérablement réduit ses coûts de permis de terrasse (-88 %) depuis le rapport de 2024. La FCEI encourage toutes les municipalités du Canada atlantique à suivre l'exemple de St. John's en éliminant ou, du moins, en réduisant le coût d'un permis de terrasse pour permettre aux entreprises et aux clients de profiter de l'été.

La FCEI recommande aux municipalités de réduire les coûts et la paperasserie liés aux demandes de permis de terrasse. De cette manière, les entreprises pourraient bénéficier d'une augmentation de leurs revenus en offrant à leurs clients des places extérieures très prisées pendant les mois d'été. Dans l'ensemble, les municipalités verraient une hausse de l'achalandage et des activités commerciales. Certaines villes canadiennes n'imposent aucuns frais pour la construction de terrasses¹². Les municipalités du Canada atlantique devraient s'efforcer d'éliminer les coûts de permis de terrasse.

Tableau 3
Coût municipal d'un permis de terrasse et documents exigés

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Coût en 2025 (\$)	320	750	1 000	50	350	750
Évolution du coût depuis 2024 (\$)	-2 445	0	+30	S. O.	0	+250
Documents additionnels exigés	3	3	4	3	2	4

Renseignements tirés du site Web des municipalités. Coût estimé pour une terrasse de la taille d'une place de stationnement (11,89 m² ou 127,98 pi²). Coût de la MRCB fourni directement par le bureau de délivrance des permis de la municipalité. Nombre de documents additionnels exigés déterminé à partir des formulaires de demande de permis trouvés sur le site Web des municipalités.

¹⁰ CGA, On Premise Impact Report, 2022

¹¹ Baromètre des affaires^{MD}, juin 2025.

¹² Rapport sur les municipalités de l'Atlantique 2024

Existence d'une page consacrée aux entreprises

Une page consacrée aux entreprises est un moyen simple pour les municipalités de montrer leur soutien aux entreprises locales. Cette page peut présenter les projets en cours, les ressources et les répertoires. Ainsi, les propriétaires d'entreprise ont plus facilement accès aux ressources, ce qui leur permet d'économiser temps et argent.

Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre, les propriétaires de PME du Canada atlantique travaillent en moyenne de 54 à 60 heures par semaine et ont donc besoin d'accéder rapidement et facilement aux informations pertinentes¹³. Seulement le tiers (33 %) des entreprises disent pouvoir accéder facilement aux ressources pertinentes pour les entreprises sur le site Web de leur municipalité (figure 9). Les municipalités doivent agir pour s'assurer que leurs pages sont accessibles, faisant ainsi gagner du temps aux propriétaires de PME.

Bien que toutes les municipalités du Canada atlantique disposent d'une page consacrée aux entreprises, elles devraient s'efforcer de la rendre plus facile à utiliser. Parmi les recommandations supplémentaires du rapport pour améliorer les pages existantes, citons l'affichage des délais de traitement des demandes de permis ou la mise en place d'un mécanisme de rétroaction pour signaler les lourdeurs administratives.

Tableau 4

La municipalité dispose-t-elle d'une page consacrée aux entreprises et d'un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie?

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Existence d'une page consacrée aux entreprises	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie	-	-	-	-	-	-

Nous avons recherché sur les sites Web des municipalités des mots-clés tels que « business page » (page d'entreprise), « feedback portal » (portail de rétroaction) et « report red tape » (signaler les lourdeurs administratives) afin de déterminer si les municipalités respectaient ces critères.

Mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie

La paperasserie arrive au deuxième rang des enjeux municipaux qui affectent le plus les entreprises¹⁴. Elle coûte aux entreprises du temps et des ressources qui pourraient être utilisés pour des tâches plus productives. Les portails de rétroaction sont un moyen efficace pour déterminer où il y a des lourdeurs administratives et permettre aux entreprises de donner leur avis. La MRH disposait auparavant d'un portail sur la paperasserie, et le conseil municipal de Toronto a récemment adopté une motion concernant l'adoption d'un tel portail¹⁵. Le mécanisme de rétroaction de Toronto sera une ligne téléphonique, mais il pourrait être amélioré avec un portail en ligne. Ce dernier permettrait aux propriétaires d'entreprise de fournir leur rétroaction en tout temps et de recevoir une confirmation par courriel leur indiquant que leurs commentaires ont été examinés.

La FCEI recommande que les municipalités créent un portail directement sur leur site Web afin que les entreprises puissent signaler les lourdeurs administratives. Les municipalités doivent également répondre aux commentaires rapidement et de manière transparente, et montrer comment les enjeux signalés ont été traités. Les mécanismes de rétroaction doivent être accessibles en tout temps, faciles à utiliser et à la portée d'un vaste éventail de propriétaires de PME.

¹³ Sondage *Votre Voix*, septembre 2022

¹⁴ Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025

¹⁵ Résolution du conseil municipal de Toronto 2025. MM3.24., 2025

Délivrance de permis en ligne

La possibilité de demander un permis, de le payer et de suivre l'état d'avancement de la demande en ligne peut contribuer à réduire les coûts et faire gagner du temps aux entreprises. De plus, si les délais de traitement des demandes de permis sont indiqués, les propriétaires d'entreprise seront moins dans l'incertitude et pourront mieux planifier leurs projets. Cette simplification du processus peut également accélérer la réalisation de projets essentiels comme dans le domaine du logement.

L'Institut Fraser estime que chaque retard de six mois dans les approbations augmente les coûts du logement de 3,7 %¹⁶. Les systèmes en ligne peuvent également faire économiser les municipalités. À titre d'exemple, le comté de Ventura, en Californie, a économisé plus de 6 fois ce qu'il avait dépensé dans son système de permis en ligne en six ans, malgré une augmentation des demandes, selon Clariti Software¹⁷.

Il s'agit d'un exemple clair des gains de productivité que la délivrance de permis en ligne offre aux municipalités. Nous encourageons également les municipalités à utiliser l'intelligence artificielle (IA) pour aider les entreprises à accéder aux ressources.

La Ville de Kelowna, en Colombie-Britannique, a conçu un agent conversationnel pour répondre aux questions des entreprises. Le tiers (33 %) des entreprises appuient ce type d'innovation¹⁸.

Seulement quelques municipalités acceptent les demandes de permis et les paiements en ligne. Moncton en fait partie. Elle accepte aussi les demandes de permis pour les événements en ligne. D'autres municipalités devraient adopter ce système pour faciliter les affaires.

Bien que toutes les municipalités disposent d'un système de suivi des permis en ligne, la MRH est la seule qui affiche publiquement les délais de traitement pour l'approbation des permis. D'autres devraient lui emboîter le pas pour faciliter la planification de projets et réduire l'incertitude pour les entreprises.

La FCEI demande à toutes les municipalités d'indiquer d'emblée les délais de traitement et de traiter les demandes et les paiements en ligne. Il est prouvé que ces mesures augmentent la productivité des municipalités et réduisent les obstacles pour les PME.

Tableau 5

La municipalité dispose-t-elle d'un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie?

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Paielement en ligne	-	-	✓	-	✓	✓
Suivi des permis	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Affichage public des délais	-	-	✓	-	-	-

Nous avons recherché sur les sites Web des municipalités des mots-clés comme « permit application » (demande de permis), « permitting fees » (frais de délivrance de permis), « permit timelines » (délais de traitement des permis) et « application timeline » (délai de traitement d'une demande) afin de déterminer si les municipalités respectaient ces critères.

¹⁶ Fraser Institute, The Impact of Land Use Regulation on Housing Supply in Canada, 2016

¹⁷ Clariti Software, Why Government Should Invest in Building Permit Software, 2021

¹⁸ Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2024

Atténuation des impacts de la construction

Depuis la dernière édition du rapport, la part des entreprises signalant des problèmes liés à l'atténuation des impacts des travaux de construction a augmenté. Une plus grande proportion d'entreprises a fait état de difficultés liées aux infrastructures (+7,4 %). Les embouteillages (+5,1 %) et la construction (+1,7 %) touchent également une plus grande part des entreprises.

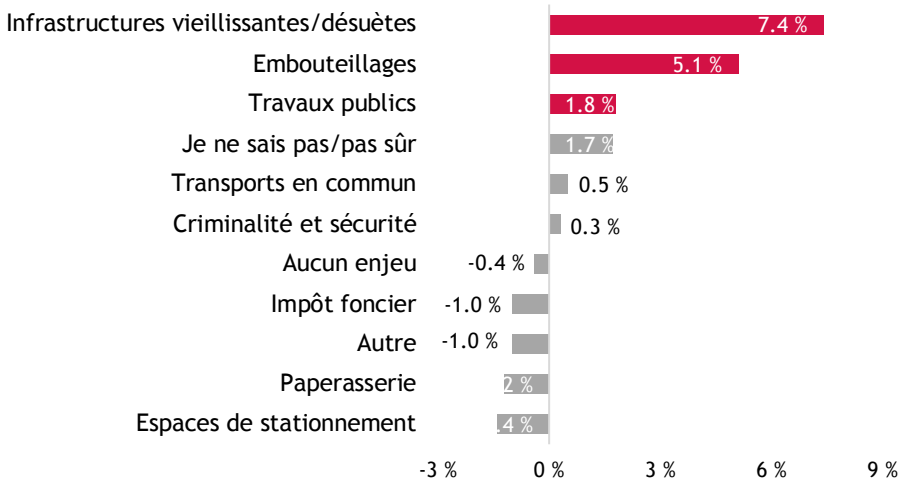
Les municipalités devront répondre aux préoccupations en matière d'infrastructures tout en limitant les répercussions sur les PME avoisinantes. Les projets de construction peuvent réduire la circulation piétonnière, augmenter le bruit et limiter l'accès aux entreprises, ce qui entraîne une réduction des revenus pour ces dernières. Cette perte de revenus est hors du contrôle des entreprises, dont un tiers (33 %) ont été touchées par des projets de construction sans préavis¹⁹.

La FCEI recommande aux municipalités de l'Atlantique d'élaborer des plans d'atténuation afin de limiter les impacts des travaux de construction sur les entreprises. Dans les cas plus graves, les municipalités peuvent même aller plus loin en offrant directement une indemnisation, comme cela se fait à Montréal, à Québec et à Calgary. Ces politiques ne sont pas nouvelles, d'autres municipalités canadiennes les ont adoptées.

Figure 11

La construction et les enjeux connexes gagnent en importance

Évolution des enjeux municipaux affectant les PME entre 2024 et 2025 (variation d'une année à l'autre)



Source : Calculs de l'auteur à partir des Sondages sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2024 et 2025

La FCEI est déçue de constater l'absence de progrès pour atténuer les impacts de la construction et exhorte les municipalités du Canada atlantique à mettre en œuvre des politiques pour soutenir les entreprises.

Tableau 6

La municipalité aide-t-elle les entreprises touchées par la construction?

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Plan d'atténuation des effets des travaux de construction	-	-	✓	-	-	-
Subventions	-	-	-	-	-	-

Nous avons fait des recherches sur les sites Web des municipalités pour déterminer si elles disposaient de programmes de subventions ou de plans pour atténuer les effets des chantiers de construction à l'aide de mots-clés et d'expressions comme « construction mitigation » (atténuation des effets des travaux de construction), « public project relief » (aide aux projets publics) et « project mitigation » (atténuation des effets des chantiers). En l'absence de résultat, nous avons déterminé que les municipalités n'avaient pas le programme pertinent.

¹⁹ Sondage sur la criminalité et la sécurité publique de la FCEI, 2024
© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Subventions à la prévention et à la réparation d'actes criminels

Selon les entreprises, la criminalité arrive au troisième rang des enjeux municipaux qui les affectent le plus dans le Canada atlantique²⁰. Près de la moitié (47 %) des entreprises affirment avoir été directement touchées par la criminalité au cours des 12 derniers mois²¹. Le Conseil canadien du commerce de détail estime à 9,1 milliards de dollars la valeur des marchandises volées à l'échelle du pays²². La FCEI recommande aux municipalités d'aider les entreprises à investir dans la prévention et la réparation.

La plupart des entreprises (81 %) veulent également que le gouvernement nettoie les espaces publics plus rapidement (p. ex., retrait des graffitis, nettoyage des trottoirs), et 78 % sont favorables aux investissements dans les infrastructures de sécurité publique²³.

La Ville de Parksville, en Colombie-Britannique, offre pour un certain temps une remise de 100 \$ aux entreprises qui installent une caméra de sécurité. Ce type de programme permet aux entreprises de décourager le crime et d'avoir de meilleures preuves à fournir aux assureurs et à la police en cas de besoin. Il est également avantageux pour les services de police locaux. C'est pourquoi les municipalités devraient offrir des subventions afin que les entreprises n'aient pas à assumer seules les coûts.

Des zones/districts d'amélioration commerciale ont pris l'initiative d'offrir des subventions relatives à la sécurité à leurs membres lorsque les municipalités n'en offraient pas. C'est un début, mais ces zones/districts ne comprennent pas toutes les entreprises d'une municipalité. Les municipalités devraient s'assurer que toutes les entreprises de leur ville bénéficient de subventions similaires.

L'application de la loi est essentielle, mais la prévention de la criminalité et l'indemnisation des victimes peuvent réduire les difficultés qui perdurent après qu'un crime a été commis. Seulement le tiers (33 %) des entreprises se disent satisfaites des mesures en place²³.

Les entreprises ont aussi besoin d'une aide accessible pour faire face aux difficultés immédiates liées à la criminalité. Seulement 15 % des entrepreneurs présentent systématiquement une réclamation d'assurance. Les autres choisissent de ne pas le faire parce qu'ils ont peur que les primes augmentent (82 %), que c'est un processus long (40 %) et que les exigences de réclamation sont complexes (29 %)²³. Pour ces entreprises, les municipalités doivent offrir des programmes visant à prévenir et à réparer les dommages causés par la criminalité. Pour en savoir plus sur l'impact de la criminalité sur les PME, lisez le rapport de la FCEI de 2024 intitulé *Fenêtres cassées, confiance brisée : impact de la hausse de la criminalité sur les PME*.

Tableau 7
La municipalité aide-t-elle les entreprises touchées par les actes criminels?

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Subventions relatives aux actes criminels	-	-	-	-	-	-
Subventions à la réparation	-	-	-	-	-	-

Nous avons vérifié sur les sites Web municipaux s'il existait des programmes de prévention de la criminalité ou de subventions relatives aux actes criminels. Nous avons utilisé des mots-clés et des expressions comme « crime subsidies » (subventions relatives aux actes criminels), « crime damage » (dommages causés par la criminalité) et « crime prevention » (prévention de la criminalité). En l'absence de résultat, nous avons déterminé que la municipalité n'avait pas le programme pertinent.

²⁰ Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025

²¹ Sondage sur la criminalité et la sécurité publique de la FCEI, 2024

© Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

²² *The Globe and Mail*, Retailers are facing a \$9.1 Billion theft problem, 2025

Recommandations

Responsabilité fiscale

- Réduire l'écart entre le taux d'imposition résidentiel et le taux commercial en limitant les dépenses de sorte que le système soit plus équitable et plus équilibré.
- Limiter les dépenses pour rembourser la dette et réduire les coûts des services pour offrir plus de valeur aux entreprises.
- Veiller à ce que les dépenses et les taxes soient augmentées de façon prévisible et encadrées par des processus démocratiques transparents.

Paperasserie

- Rendre publics les délais de traitement des demandes de permis pour s'assurer que les entreprises disposent des renseignements dont elles ont besoin.
- Fournir un mécanisme de rétroaction afin que les entreprises puissent signaler les lourdeurs administratives, ce qui sera avantageux pour la municipalité et le climat des affaires.
- Étendre le processus de délivrance et de paiement de permis en ligne pour faciliter et accélérer la demande et le paiement des permis.

Soutien aux PME

- Rendre les processus plus uniformes, transparents et rapides grâce à des gains d'efficacité internes.
- Fournir des ressources aux entreprises pour prévenir et réparer les actes criminels.
- Mettre en œuvre des programmes d'atténuation des effets des travaux de construction, comme une règle pour éviter les surprises, une indemnisation pour les pertes de revenus et des incitatifs pour récompenser les projets terminés à temps.
- Réduire le coût d'un permis de terrasse de trottoir et simplifier le processus de demande.

Sources

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) est une organisation non partisane qui représente les intérêts de plus de 100 000 petites et moyennes entreprises (PME) réparties dans tout le Canada. La FCEI est entièrement financée par ses membres et oriente ses stratégies à partir de sondages menés régulièrement sur divers enjeux politiques auxquels ils sont confrontés. Elle défend vigoureusement les intérêts des propriétaires de PME, mettant à l'avant-plan le rôle fondamental qu'ils jouent comme entrepreneurs.

La capacité de recherche de la FCEI est inégalée, puisqu'elle peut recueillir des informations concrètes et récentes auprès de ses membres sur des enjeux qui touchent leurs activités quotidiennes.

La FCEI constitue donc une ressource précieuse que les gouvernements peuvent consulter lorsqu'ils élaborent des politiques visant les PME canadiennes. Une grande proportion des données présentées dans ce rapport sont tirées des sites Web des diverses municipalités visées.

- Le *Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2025* a été mené du 5 juin au 26 juillet 2025. Le nombre de répondants s'élevait à 183. À titre comparatif, un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de plus ou moins 6,5 points de pourcentage, 19 fois sur 20.
- Le *Sondage sur les enjeux municipaux dans les provinces de l'Atlantique 2024* a été mené du 20 juin au 11 juillet 2024. Le nombre de répondants s'élevait à 238. À titre comparatif, un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de plus ou moins 6,35 points de pourcentage, 19 fois sur 20.
- Le sondage *Votre voix* a été mené du 4 au 19 juin 2024. Le nombre de répondants s'élevait à 2 035. À titre comparatif,

un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de plus ou moins 2,2 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

- Le sondage *Baromètre des affaires* a été mené du 3 au 9 juin 2025. Le nombre de répondants s'élevait à 412. À titre comparatif, un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de plus ou moins 4,8 points de pourcentage, 19 fois sur 20.
- Le *Sondage sur la criminalité et la sécurité publique* a été mené du 25 juillet au 6 septembre 2024. Le nombre de répondants s'élevait à 1 666. À titre comparatif, un échantillon probabiliste de cette taille aurait une marge d'erreur de plus ou moins 2,4 points de pourcentage, 19 fois sur 20.

Des données externes ont aussi été utilisées pour présenter une perspective plus globale sur certaines questions.

- L'Indice des prix des propriétés MLS® de l'Association canadienne de l'immeuble, consulté par l'intermédiaire de la Carte du prix national.
- Les tableaux 17-10-0148-01 (population) et 18-10-0005-01 (IPC) de Statistique Canada, consultés sur le site Web de Statistique Canada.

Méthodologie

Indexation des dépenses municipales

Nous indexons les dépenses en fonction de l'IPC et de la croissance démographique à l'aide des données sur la population et sur l'IPC de Statistique Canada. Nous utilisons les données provinciales, mais lorsque celles-ci sont disponibles, nous utilisons les données propres à la municipalité (par territoire de recensement ou région métropolitaine de recensement). Nous divisons les dépenses par un indice de l'IPC (2019 = 1) et de la population (2019 = 1).

Revenus autonomes

Les revenus autonomes sont générés par la municipalité et excluent les subventions et les transferts d'autres paliers de gouvernement. Nous calculons les revenus autonomes en soustrayant la valeur des subventions et des transferts du total des revenus.

Écart entre taux résidentiel et taux commercial : valeur foncière

Pour comparer les taux d'imposition foncière au Canada atlantique, nous avons calculé la moyenne simple des prix provinciaux des maisons tirée de l'Indice des prix des propriétés MLS® de l'Association canadienne de l'immeuble d'avril 2025. Nous avons utilisé les valeurs de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Pour Terre-Neuve-et-Labrador, nous avons retenu St. John's, car les données provinciales n'étaient pas disponibles.

Coûts liés à la dette

En raison des différences entre les normes comptables, nous utilisons les postes « service de la dette » ou « services fiscaux » dans les budgets pour trouver les coûts du service de la dette. Nous incluons les intérêts et le capital des dettes à long et à court terme dans notre définition des coûts liés à la dette.

Annexe A : Résumé des résultats

Tableau A1

Résumé des indicateurs numériques

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Finances municipales						
Indice des dépenses de 2019 à 2024*	0,88	1,06	0,79	0,90	0,94	1,06
Service de la dette en pourcentage des revenus (%)	10,4	20	3,3	7,6	10,4	4,5
Coûts du service de la dette indexés, de 2019 à 2024*	0,94	2,26	0,94	0,41	S. O.	1,3
Écart fiscal						
Ratio fiscal	3,52	2,31	4,34	2,61	3,06	3,12
Coût d'un permis de terrasse						
Coût en 2025 (\$)	320	750	1 000	50	350	750
Évolution du coût depuis 2024 (\$)	-2 445	0	+30	S. O.	0	+250
Documents additionnels exigés	3	3	4	3	2	4

*en tenant compte de la population et de l'IPC

Résumé des résultats binaires

	St. John's	Charlottetown	MRH	MRCB	Moncton	Fredericton
Finances municipales						
Publication des finances détaillées	✓	✓	✓	-	-	✓
Ressources pour les PME						
Existence d'une page consacrée aux entreprises	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie	-	-	-	-	-	-
Délivrance de permis						
Païement de permis en ligne	-	-	✓	-	✓	✓
Suivi des permis	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Affichage public des délais de traitement des demandes de permis	-	-	✓	-	-	-
Construction						
Plan d'atténuation des effets des travaux de construction	-	-	✓	-	-	-
Subventions pour l'atténuation des effets des travaux de construction	-	-	-	-	-	-
Criminalité						
Subventions relatives aux actes criminels	-	-	-	-	-	-
Subventions à la réparation	-	-	-	-	-	-
Total des valeurs positives (10 possibles)	3	3	6	2	3	4

Annexe B : Résultats par municipalité

St. John's

Finances municipales

- La municipalité publie des budgets détaillés et n'a pas augmenté de manière irresponsable les dépenses ou les coûts de service de la dette.
- Elle devrait limiter ses dépenses pour rembourser sa dette, en abaissant les coûts de service à moins de 5 % de ses revenus autonomes.
- Combler l'écart fiscal en diminuant le taux d'imposition foncier pour les immeubles commerciaux.

Réglementation et paperasserie

- La municipalité assure le suivi des permis, mais la FCEI lui demande de commencer à publier régulièrement une mise à jour des délais de traitement des demandes de permis et de permettre le paiement et la délivrance des permis en ligne.
- La municipalité devrait mettre en place un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie pour aider les entreprises à réduire le fardeau réglementaire inutile.
- La FCEI félicite la municipalité d'avoir réduit considérablement le coût des permis de terrasse depuis notre dernier rapport.

Soutien aux PME

- La municipalité devrait mettre en place les plans requis pour réduire au minimum l'impact des chantiers de construction publics et privés sur les entreprises. La FCEI recommande également à la municipalité d'instaurer une indemnisation pour les entreprises qui perdent des revenus en raison de travaux de construction.
- La municipalité devrait soutenir la prévention et l'atténuation de la criminalité en fournissant des ressources et des fonds aux PME. Ces fonds devraient couvrir la prévention (comme des mesures de sécurité supplémentaires) et l'atténuation (comme des réparations pour les dommages).

Charlottetown

Finances municipales

- La municipalité publie des budgets détaillés, mais elle doit réduire considérablement ses dépenses, qui ont explosé depuis 2019.
- Elle doit rembourser sa dette, en abaissant les coûts de service de la dette à moins de 5 % de ses revenus autonomes.
- Comblent l'écart fiscal en diminuant le taux d'imposition foncier pour les immeubles commerciaux.

Réglementation et paperasserie

- La municipalité assure le suivi des permis, mais la FCEI lui demande de commencer à publier régulièrement une mise à jour des délais de traitement des demandes de permis et de permettre le paiement et la délivrance des permis en ligne.
- Elle devrait mettre en place un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie pour aider les entreprises à réduire le fardeau réglementaire inutile.
- La FCEI recommande à la municipalité d'indiquer clairement le coût des permis de terrasse pour les entreprises dans son barème des frais de permis.

Soutien aux PME

- La municipalité devrait mettre en place les plans requis pour réduire au minimum l'impact des chantiers de construction publics et privés sur les entreprises. La FCEI recommande également à la municipalité d'instaurer une indemnisation pour les entreprises qui perdent des revenus en raison de travaux de construction.
- La municipalité devrait soutenir la prévention et l'atténuation de la criminalité en fournissant des ressources et des fonds aux PME. Ces fonds devraient couvrir la prévention (comme des mesures de sécurité supplémentaires) et l'atténuation (comme des réparations pour les dommages).

Municipalité régionale d'Halifax

Finances municipales

- La municipalité publie des budgets détaillés et n'a pas augmenté de manière irresponsable les dépenses ou les coûts de service de la dette.
- Les coûts de service de sa dette ne sont pas trop élevés par rapport à ses revenus autonomes.
- La municipalité devrait combler l'écart fiscal en abaissant le taux d'imposition foncier pour les immeubles commerciaux. Notre Rapport sur les écarts en matière d'impôt foncier dans les provinces de l'Atlantique 2025 comprend des commentaires supplémentaires sur la structure fiscale de la MRH.

Réglementation et paperasserie

- La municipalité offre un système en ligne permettant de demander et de payer des permis, de suivre l'évolution de la demande, ainsi que de voir les délais de traitement.
- Elle devrait mettre en place un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie pour aider les entreprises à réduire le fardeau réglementaire inutile.
- La FCEI demande à la municipalité de réduire le coût des permis de terrasse afin d'aider les entreprises.

Soutien aux PME

- La municipalité prévoit réduire l'impact des chantiers de construction publics et privés sur les entreprises. La FCEI recommande également à la municipalité d'instaurer une indemnisation pour les entreprises qui perdent des revenus en raison de travaux de construction.
- La municipalité devrait soutenir la prévention et l'atténuation de la criminalité en fournissant des ressources et des fonds aux PME. Ces fonds devraient couvrir la prévention (comme des mesures de sécurité supplémentaires) et l'atténuation (comme des réparations pour les dommages).

Municipalité régionale du Cap-Breton

Finances municipales

- La FCEI demande à la municipalité de publier en temps opportun des budgets détaillés, qui présentent les dépenses de toutes les sous-divisions.
- La municipalité n'a pas augmenté de manière irresponsable les dépenses ou les coûts de service de la dette.
- Elle doit rembourser sa dette, en abaissant les coûts de service de la dette à moins de 5 % de ses revenus autonomes.
- Combler l'écart fiscal en diminuant le taux d'imposition foncier pour les immeubles commerciaux.

Réglementation et paperasserie

- La municipalité assure le suivi des permis, mais la FCEI lui demande de commencer à publier régulièrement une mise à jour des délais de traitement des demandes de permis et de permettre le paiement et la délivrance des permis en ligne.
- Elle devrait mettre en place un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie pour aider les entreprises à réduire le fardeau réglementaire inutile.
- La FCEI demande à la municipalité de fournir sur son site Web plus de détails sur les coûts et les exigences liés aux demandes de terrasse.

Soutien aux PME

- La municipalité devrait mettre en place les plans requis pour réduire au minimum l'impact des chantiers de construction publics et privés sur les entreprises. La FCEI recommande également à la municipalité d'instaurer une indemnisation pour les entreprises qui perdent des revenus en raison de travaux de construction.
- La municipalité devrait soutenir la prévention et l'atténuation de la criminalité en fournissant des ressources et des fonds aux PME. Ces fonds devraient couvrir la prévention (comme des mesures de sécurité supplémentaires) et l'atténuation (comme des réparations pour les dommages).

Moncton

Finances municipales

- La FCEI demande à la municipalité de publier en temps opportun des budgets détaillés, qui présentent les dépenses de toutes les sous-divisions.
- La municipalité n'a pas augmenté de manière irresponsable les dépenses ou les coûts de service de la dette.
- Elle doit rembourser sa dette, en abaissant les coûts de service de la dette à moins de 5 % de ses revenus autonomes.
- Combler l'écart fiscal en diminuant le taux d'imposition foncier pour les immeubles commerciaux.

Réglementation et paperasserie

- La municipalité a un système de demandes et de paiement de permis en ligne qui permet également d'assurer le suivi des demandes, mais la FCEI l'incite à commencer à publier régulièrement des mises à jour sur les délais de traitement des demandes.
- Elle devrait mettre en place un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie pour aider les entreprises à réduire le fardeau réglementaire inutile.

Soutien aux PME

- La municipalité devrait mettre en place les plans requis pour réduire au minimum l'impact des chantiers de construction publics et privés sur les entreprises. La FCEI recommande également à la municipalité d'instaurer une indemnisation pour les entreprises qui perdent des revenus en raison de travaux de construction.
- La municipalité devrait soutenir la prévention et l'atténuation de la criminalité en fournissant des ressources et des fonds aux PME. Ces fonds devraient couvrir la prévention (comme des mesures de sécurité supplémentaires) et l'atténuation (comme des réparations pour les dommages).

Fredericton

Finances municipales

- La municipalité publie des budgets détaillés, mais elle doit réduire considérablement ses dépenses, qui ont explosé depuis 2019.
- La FCEI recommande à la municipalité de ne pas s'endetter et d'augmenter les coûts de service de la dette au-delà de 10 %.
- Combler l'écart fiscal en diminuant le taux d'imposition foncier pour les immeubles commerciaux.

Réglementation et paperasserie

- La municipalité a un système de demandes et de paiement de permis en ligne qui permet également d'assurer le suivi des demandes, mais la FCEI l'incite à commencer à publier régulièrement des mises à jour sur les délais de traitement des demandes.
- Elle devrait mettre en place un mécanisme de rétroaction consacré à la paperasserie pour aider les entreprises à réduire le fardeau réglementaire inutile.

Soutien aux PME

- La municipalité devrait mettre en place les plans requis pour réduire au minimum l'impact des chantiers de construction publics et privés sur les entreprises. La FCEI recommande également à la municipalité d'instaurer une indemnisation pour les entreprises qui perdent des revenus en raison de travaux de construction.
- La municipalité devrait soutenir la prévention et l'atténuation de la criminalité en fournissant des ressources et des fonds aux PME. Ces fonds devraient couvrir la prévention (comme des mesures de sécurité supplémentaires) et l'atténuation (comme des réparations pour les dommages).

